

MESSAGE N° 159 29 septembre 2009
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur l'énergie

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie.

Le présent message est structuré selon le plan suivant:

1. Introduction
2. Bâtiments publics neutres en CO₂
3. Utilisation de courant Jade-STAR
4. Transports publics utilisant de l'éthanol
5. Autres aspects

1. INTRODUCTION

Le 6 septembre 2005, le Grand Conseil prenait en considération la motion Josef Fasel concernant la gestion de l'énergie dans le canton/énergie de la biomasse; elle avait été déposée et développée le 16 mars 2005 (*BGC 2005*, p. 326). Le député Josef Fasel demandait que le canton de Fribourg encourage de façon accrue les énergies renouvelables, en particulier la valorisation de la biomasse, dans le but d'atteindre les objectifs fixés par le plan sectoriel de l'énergie et de réduire la dépendance par rapport aux énergies fossiles.

Il proposait notamment l'introduction des mesures suivantes:

- a) tous les nouveaux bâtiments publics du canton devraient être alimentés par une ressource énergétique neutre du point de vue des émissions de CO₂;
- b) l'Etat de Fribourg devrait consommer dès 2006, pour ses propres besoins, du courant Jade-STAR produit par le Groupe E et intégrer déjà le surcoût dans son budget 2006;
- c) les transports publics devraient utiliser du carburant diesel contenant une part de 10% d'éthanol.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat avait évoqué, mais en vain, les difficultés faisant obstacle à l'application des mesures demandées. Par la suite, l'analyse des possibilités de mettre en œuvre ces dernières a nécessité encore du temps, afin de pouvoir notamment examiner, puis présenter des solutions réalisables.

2. BÂTIMENTS PUBLICS NEUTRES EN CO₂

La législation actuelle impose déjà des critères allant dans le sens de valoriser les énergies renouvelables pour les bâtiments publics, sans cependant atteindre l'objectif visé par la motion. Complétant l'article 5 de la loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (LEn), qui définit les devoirs de l'Etat et des communes, les articles 22 et 23 al. 1 du règlement du 5 mars 2001 sur l'énergie ont la teneur suivante:

Art. 22

¹ Les bâtiments appartenant à l'Etat et aux communes sont équipés, de façon optimale, d'installations de chauffage et de production d'eau chaude utilisant des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur, dans la mesure où cela est réalisable sur le plan technique

et de l'exploitation et en tant que cela est économiquement supportable.

² Les aspects économiques sont examinés sur la base de calculs de rentabilité prenant en compte les coûts externes, selon les recommandations de l'Office fédéral de l'énergie.

Art. 23

¹ Les bâtiments publics neufs ou entièrement rénovés, construits ou subventionnés par l'Etat, doivent répondre aux critères correspondant à l'octroi du label Minergie, conformément au règlement d'utilisation de la marque de qualité définie par l'Association Minergie.

Selon ces dispositions, tout nouveau bâtiment public doit aujourd'hui répondre à des exigences sévères en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'utilisation des énergies renouvelables. Mais l'application de ces dispositions ne permet pas forcément, dans tous les cas, une production de chaleur neutre du point de vue des émissions de CO₂. Dès lors, la motion implique une modification de la loi.

Parmi les ressources énergétiques disponibles sur le marché, seules les ressources suivantes répondent aux critères de neutralité des émissions de CO₂: le bois (copeaux, bûches, pellets), le solaire thermique, la pompe à chaleur, dans la mesure où la fourniture d'électricité fait l'objet d'une acquisition de courant vert labellisé, et la récupération de chaleur non valorisable autrement.

L'application stricte de la motion pourrait entraîner, dans certains cas, des problèmes techniques et/ou économiques importants. Par exemple, comment chauffer un bâtiment en milieu urbain pour lequel l'utilisation d'une pompe à chaleur n'est techniquement pas possible, celle du bois problématique, pour des questions d'environnement (particules fines, par exemple), ou celle du solaire thermique pas toujours judicieuse, dans la mesure où cette énergie est essentiellement destinée à la production d'eau chaude sanitaire? Il est donc raisonnable de prévoir des dérogations.

Dans ce contexte, il faut envisager d'autoriser des compensations, lorsqu'il n'est pas possible de respecter à la lettre l'objectif visé par la motion. Par exemple, la réalisation d'une centrale de chauffage à gaz pour un bâtiment de l'Etat pourrait être compensée par l'assainissement d'une chaufferie existante, équivalente en termes de besoin énergétique, d'un autre bâtiment de l'Etat situé à un endroit plus favorable à l'utilisation des énergies renouvelables. De ce fait, le résultat global visant à réduire la charge en CO₂ serait tout de même atteint.

En ce qui concerne les conséquences financières de cette mesure, il n'est en l'état pas possible de les estimer. Elles dépendront essentiellement des projets à réaliser ces prochaines années.

Cela étant, les dispositions légales topiques doivent préciser la notion, selon la motion, de «ressource énergétique neutre du point de vue des émissions de CO₂» et les dérogations possibles. C'est le but des nouveaux alinéas 4 et 5, qui, selon le projet de loi, devraient compléter l'article 5 LEn.

3. UTILISATION DE COURANT JADE-STAR

En application des bases légales actuelles, l'Etat soutient financièrement des projets aptes à produire de l'électricité au moyen des énergies renouvelables. Cette mesure directe lui permet de percevoir des contributions globales de la Confédération. En achetant du courant Jade-STAR, l'Etat participera également au développement de cette énergie, mais sous une forme indirecte, non reconnue par la Confédération dans le cadre du subventionnement précité. Cette mesure sera dès lors moins efficace pour le canton que les aides directes reconnues. Par le passé, l'effet des mesures directes a presque été doublé grâce aux contributions globales de la Confédération.

Le courant Jade-STAR est un produit proposé uniquement par Groupe E, alors que six entreprises d'approvisionnement d'électricité sont actives dans le canton. Afin d'éviter un traitement partial, l'Etat devra acquérir, pour ses bâtiments situés dans l'aire de desserte d'une autre entreprise que Groupe E, un courant labellisé équivalent au produit Jade-STAR.

Compte tenu des objectifs de la politique énergétique cantonale, l'énergie électrique labellisée devra provenir d'installations de production situées dans le canton de Fribourg. L'achat d'énergie labellisée à l'extérieur du canton ou de la Suisse n'aurait en effet aucun impact sur le développement de la production indigène.

Par ses propres installations, Groupe E dispose d'une capacité de fourniture d'électricité Jade-STAR produite de manière indigène représentant environ 10% des besoins en électricité des bâtiments gérés directement par l'Etat (environ trente bâtiments de moyenne à grande importance sont concernés). Les bâtiments gérés de manière autonome par différentes institutions sont exclus de cet inventaire (l'Institut agricole de Grangeneuve, les Etablissements de Bellechasse, les hôpitaux, etc.). Globalement, la production de Groupe E en courant Jade-STAR pourrait couvrir actuellement environ 5% de la consommation totale des bâtiments de l'Etat. Dès lors, compte tenu des possibilités d'extension de la production indigène (cf. plan sectoriel de l'énergie), il est raisonnable de viser une augmentation progressive de la part de la consommation de l'Etat couverte par une production indigène labellisée. Cette démarche s'inscrit également dans le sens de la réponse au postulat Crausaz/Bürgisser concernant l'augmentation de la production d'électricité indigène dans le canton. Pour ce faire, les entreprises d'approvisionnement en électricité auront la tâche de produire ou d'acquérir des parts toujours plus importantes de courant vert indigène. D'ici à 2015, le quart de la consommation de l'Etat, pour ses propres bâtiments et ses établissements, pourrait être couvert par ce type de production. Le Conseil d'Etat envisage de se conformer à ce programme et commencera à l'appliquer dès 2010.

Considérant que la consommation totale d'électricité de l'Etat et de ses établissements est d'environ 35 millions de kilowattheures (KWh) par année, la charge financière pour l'Etat sera relativement importante. Compte tenu des capacités de réalisation et des coûts de l'énergie produite par de futures unités de production labellisées (éoliennes, photovoltaïques, biogaz, ...), le coût de la couverture du quart de la consommation de l'Etat par du courant Jade-STAR ou équivalent peut être estimé à 2 millions de francs en 2015, l'ensemble du programme sur les cinq prochaines années représentant, pour sa part, un montant de quelque 5,25 millions de francs.

C'est donc le nouvel alinéa 6 de l'article 5 LEn qui devrait, comme proposé, servir de base légale aux considérations qui précèdent. Comme le devoir d'exemplarité en matière d'utilisation de l'énergie vise, de par notre ordre juridique, aussi les communes, le Conseil d'Etat estime que celles-ci doivent s'impliquer dans ce programme d'utilisation de courant «vert» et souhaite qu'elles suivent dans ce cadre les mêmes objectifs et la même planification que l'Etat.

4. TRANSPORTS PUBLICS UTILISANT DE L'ÉTHANOL

La motion du député Fasel spécifie que la source de substitution au diesel doit être du bioéthanol (alcool produit à partir de betterave, blé, maïs, topinambour, pomme de terre, etc.). Or il faut relever que l'utilisation de l'éthanol, dans le domaine des carburants, est légalement autorisée jusqu'à 5%, et ce uniquement en mélange avec de l'essence (Norme SN EN 228, essEnce_s). C'est ce secteur qui est actuellement développé dans le pays avec le soutien des compagnies pétrolières et d'Alcosuisse, centre de profit de la Régie fédérale des alcools.

Alcosuisse, qui chapeaute le secteur de développement du bioéthanol en Suisse, a été contacté et a pris position sur la question spécifique de l'utilisation de 10% de bioéthanol pour les transports publics fribourgeois. Dans son rapport du 30 novembre 2006, on relève notamment les éléments suivants:

«Même si des tests ont démontré que le fonctionnement sans aucune modification des moteurs diesel traditionnels avec ce type de carburant ne génère aucun problème majeur, les constructeurs de véhicules ne garantissent pas le bon fonctionnement de leurs moteurs du fait que ces types de mélanges ne respectent pas la norme SN EN 590 sur le diesel en vigueur. Ce carburant ne fait donc pas encore l'objet d'une norme officielle reconnue.

Il apparaît donc que l'utilisation de l'éthanol dans les moteurs diesel connaisse un renouveau mais les solutions simples sont encore au stade d'essais.

La réduction des émissions de polluants classiques et des particules, qui constituait à l'origine des développements de ce carburant une motivation supplémentaire, est de moins en moins évidente au fur et à mesure de l'introduction de normes EURO plus sévères et compte tenu de la probable généralisation des filtres à particules.

En résumé, la solution actuellement disponible implique que les stations de distributions respectent les exigences des zones ATEX (zones à risques d'explosion). Les adaptations nécessaires et les coûts associés varient d'un site à l'autre et ne peuvent être estimées de façon générale. Compte tenu de ces divers éléments, nous ne pouvons pas vous encourager à vous lancer aujourd'hui dans l'utilisation du diEsel₁₀.

Il n'y a pas non plus d'éléments qui interdisent strictement un lancement rapide de la variante diEsel₁₀ si vous estimez que les modifications du système de distribution sont réalistes, que les coûts de préparation chez vous du mélange diesel-éthanol avec ou sans additif sont supportables (Alcosuisse n'est pas équipé pour réaliser ce type de mélange), et qu'une garantie des constructeurs ne vous est pas nécessaire.»

Au vu de ce qui précède, tant que le carburant diEsel₁₀ ne sera pas normé et que le fonctionnement des moteurs

l'utilisant ne sera pas garanti par les fabricants, l'Etat ne saurait imposer la valorisation de ce carburant pour les véhicules des transports publics. Les risques encourus sont en effet trop importants et il n'est pas du ressort de ce secteur de l'économie régionale d'agir comme terrain d'essais pour un nouveau produit.

Au demeurant, la production de combustible et/ou de carburant tirés de la matière organique doit être réalisée essentiellement à partir de la valorisation de déchets. Pour des raisons d'éthique, le Conseil d'Etat n'entend pas encourager l'utilisation des terrains d'assolement dans le but de produire du combustible et/ou du carburant, au détriment de la production agro-alimentaire.

Selon la législation, le Conseil d'Etat doit donner à une motion prise en considération la suite qu'elle comporte (art. 75 al. 1 de la loi du 2 septembre 2006 sur le Grand Conseil/LGC). Il peut toutefois, le cas échéant, présenter un contre-projet (alinéa 3 de cette même disposition).

En l'occurrence, à l'avis d'experts, l'utilisation du carburant cité dans la motion présente, en l'état, des dangers. A teneur de l'article 3 de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA), dans son activité gouvernementale, le Conseil d'Etat dirige les affaires publiques du canton, en veillant notamment au maintien de la sécurité publique (cf. let. d). Dans le cas particulier, les intérêts notamment des usagers et de la population en général, comme aussi ceux des compagnies de transport, seraient à l'évidence mis en péril, si l'on imposait de par la loi l'usage du carburant considéré.

Dans les circonstances présentes (qui n'étaient pas connues lors de la discussion de la motion au Grand Conseil), ces intérêts l'emportent sans conteste, après mise en balance, sur les intérêts visés par le député Fasel. Dès lors, le Conseil d'Etat propose, en quelque sorte comme un contre-projet, non pas d'écarter purement et simplement la mise en application de cette partie de la motion, mais bien d'en faire une réévaluation, lorsque, le cas échéant, l'utilisation du diEsel¹⁰ sera aussi sûre, selon les avis autorisés, que l'est actuellement la valorisation de l'essence⁵.

5. AUTRES ASPECTS

Pour le reste, le projet de loi n'a pas d'effet sur la répartition des tâches Etat-communes. Il est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral et la Constitution cantonale. Enfin, il n'a pas de conséquence en matière de personnel.

Les montants en jeu étant inférieurs à la limite prévue notamment par l'article 46 de la Constitution du canton de Fribourg, il n'y a pas lieu de soumettre la loi au referendum financier facultatif. Par contre, le projet devra être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil, conformément à l'article 141 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil.

En conclusion, nous vous invitons à adopter le présent projet de loi.

BOTSCHAFT Nr. 159 29. September 2009 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Entwurf des Gesetzes zur** **Änderung des Energiegesetzes**

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Energiegesetzes vom 9. Juni 2000.

Diese Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Einleitung
2. CO₂-neutrale öffentliche Gebäude
3. Nutzung von Jade-STAR-Strom
4. Mit Ethanol angetriebene öffentliche Verkehrsmittel
5. Andere Aspekte

1. EINLEITUNG

Am 6. September 2005 wurde die Motion Josef Fasel über die Energiebewirtschaftung im Kanton/Energie aus Biomasse vom Grossen Rat erheblich erklärt; Die Motion wurde am 16. März 2005 eingereicht und begründet (*TGR 2005*, S. 326). Grossrat Josef Fasel verlangte, dass der Kanton Freiburg die erneuerbaren Energien und insbesondere die Nutzung der Biomasse verstärkt fördert, um die im Sachplan Energie gesetzten Ziele zu erreichen und die Abhängigkeit von fossilen Energieträgern zu verringern.

Er schlug namentlich die Einführung folgender Massnahmen vor:

- a) Alle neuen, öffentlichen Gebäude des Kantons sollten mit Energie, die CO₂-neutral ist, beliefert werden;
- b) Der Staat Freiburg sollte ab dem Jahr 2006 seine gesamte elektrische Energie als Jade-STAR-Strom der Gruppe E beziehen und dies bereits im Budget 2006 einkalkulieren;
- c) Die öffentlichen Verkehrsmittel sollten mit Mischtreibstoff mit einem Anteil von 10% Ethanol betrieben werden.

In seiner Antwort wies der Staatsrat vergeblich auf die Schwierigkeiten hin, die einer Umsetzung der verlangten Massnahmen im Wege stehen. Die Prüfung der Möglichkeiten zur Umsetzung dieser Massnahmen war zeitaufwendig, namentlich um machbare Lösungen zu prüfen und vorzuschlagen.

2. CO₂-NEUTRALE ÖFFENTLICHE GEBÄUDE

Die aktuelle Gesetzgebung enthält bereits Kriterien, die die Nutzung erneuerbarer Energien in öffentlichen Gebäuden verstärkt, ohne jedoch die mit der Motion angestrebten Ziele zu erreichen. In Ergänzung zum Artikel 5 des Energiegesetzes vom 9. Juni 2000, der die Pflichten des Kantons und der Gemeinden definiert, lauten die Artikel 22 und 23 Abs. 1 des Energiereglements vom 5. März 2001 wie folgt:

Art. 22

¹ Staats- und gemeindeeigene Gebäude sind optimal mit Heizungen und Warmwasseraufbereitungsanlagen auszustatten, die erneuerbare Energien oder Abwärme nutzen, sofern dies technisch und betrieblich machbar und wirtschaftlich tragbar ist.

² Die wirtschaftlichen Aspekte werden gemäss den Empfehlungen des Bundesamts für Energie auf der Grundlage von Rentabilitätsberechnungen unter Berücksichtigung der externen Kosten geprüft.

Art. 23

¹ Neue oder vollständig renovierte, vom Kanton erstellte oder subventionierte öffentliche Bauten müssen den Kriterien zur Verleihung des Minergie-Labels gemäss Reglement zur Nutzung der Qualitätsmarke Minergie des Vereins Minergie entsprechen.

Gemäss diesen Bestimmungen müssen alle neuen öffentlichen Gebäude heute strengen Anforderungen bezüglich der rationellen Energienutzung und der Verwendung erneuerbarer Energiequellen genügen. Doch die Anwendung dieser Bestimmungen erlaubt es nicht unbedingt, in allen Fällen eine CO₂-neutrale Wärmeproduktion zu erreichen. Deshalb erfordert die Motion eine Änderung des Gesetzes.

Von den auf dem Markt verfügbaren Energiequellen sind nur die folgenden CO₂-neutral: Holz (Schnitzel, Scheite, Pellets), thermische Sonnenenergie, Wärmepumpen, sofern Strom mit einem grünen Label eingekauft und dafür benutzt wird, sowie die Rückgewinnung von Wärme, die nicht anderweitig genutzt werden kann.

Die strenge Anwendung der Motion könnte in bestimmten Fällen grössere technische bzw. wirtschaftliche Probleme verursachen. Wie soll zum Beispiel ein Gebäude in städtischer Umgebung geheizt werden, für das eine Wärmepumpe technisch nicht machbar, eine Holzheizung aufgrund der Umwelt problematisch (z.B. wegen Feinstaub) und eine thermische Solaranlage nicht unbedingt geeignet ist, da sich diese ausschliesslich für die Warmwasserproduktion eignet? Es ist folglich angezeigt, Ausnahmen vorzusehen.

In diesem Zusammenhang muss in Betracht gezogen werden, Kompensationen zu erlauben, falls es nicht möglich ist, die in der Motion angestrebten Ziele zu erreichen. So könnte der Bau einer zentralen Gasheizung für ein Gebäude des Staats durch die Sanierung einer bestehenden Heizung eines anderen Gebäudes des Staats mit einem vergleichbaren Energiebedarf kompensiert werden, dessen Standort sich besser für die Nutzung erneuerbarer Energien eignet. Dadurch würde das zugrundeliegende Ziel, nämlich den CO₂-Ausstoss zu reduzieren, dennoch erreicht werden.

Die finanziellen Auswirkungen dieser Massnahme können zurzeit noch nicht abgeschätzt werden. Sie hängen namentlich von den Bauprojekten der kommenden Jahre ab.

Folglich müssen die einschlägigen Gesetzesbestimmungen den Begriff der CO₂-neutralen Energiequellen und die möglichen Ausnahmen präzisieren. Dies ist das Ziel der neuen Absätze 4 und 5, die gemäss dem Gesetzesentwurf den Artikel 5 des Energiegesetzes ergänzen sollen.

3. NUTZUNG VON JADE-STAR-STROM

In Anwendung der geltenden Gesetzesgrundlagen leistet der Staat finanzielle Beiträge an Vorhaben zur Erzeugung von Elektrizität aus erneuerbaren Energiequellen. Diese direkte Hilfe wird vom Bund mit Globalbeiträgen unterstützt. Durch den Kauf von Jade-STAR-Strom wird

der Staat ebenfalls zur Entwicklung dieser Energie beisteuern, jedoch auf indirekte Weise, die vom Bund im Rahmen der oben erwähnten Subventionierung nicht anerkannt ist. Diese Massnahme ist folglich für den Kanton weniger effizient als die anerkannten direkten Beiträge. Früher konnte die Wirkung der direkten Hilfe dank der Globalbeiträge des Bundes fast verdoppelt werden.

Der Jade-STAR-Strom ist ein Produkt, das alleine die Groupe E anbietet, während im Kanton sechs Stromversorgungsunternehmen tätig sind. Um eine Ungleichbehandlung zu vermeiden, muss der Staat für seine Gebäude, die sich auf dem Netzgebiet eines anderen Unternehmens als der Groupe E befinden, grünen Strom einkaufen, dessen Label mit dem von Jade-STAR vergleichbar ist.

In Anbetracht der kantonalen Energiepolitik muss der mit einem Label versehene grüne Strom aus Produktionsanlagen im Kanton Freiburg stammen. Der Kauf von grünem Strom, der ausserhalb des Kantons oder der Schweiz produziert wird, hätte nämlich keinen Einfluss auf die Entwicklung der Eigenproduktion.

Mit ihren eigenen im Kanton gelegenen Anlagen verfügt die Groupe E über eine Lieferkapazität an Jade-STAR-Strom von etwa 10% des Strombedarfs der vom Kanton direkt verwalteten Gebäude (etwa dreissig mittlere und grosse Gebäude). Die von verschiedenen Einrichtungen autonom verwalteten Gebäude sind von diesem Inventar ausgeschlossen (das Landwirtschaftliche Institut Grange-neuve, die Anstalten von Bellechasse, die Spitäler usw.). Insgesamt könnte die Produktion von Jade-STAR-Strom der Groupe E zurzeit etwa 5% des Gesamtverbrauchs aller Gebäude des Staats decken. Deshalb und unter Berücksichtigung der Ausbaumöglichkeiten der Eigenproduktion (siehe Sachplan Energie) ist es angezeigt, eine schrittweise Steigerung der Verbrauchsdeckung durch eine mit einem Label versehene Eigenproduktion vorzusehen. Diese Vorgehensweise entspricht auch der Antwort auf das Postulat Crausaz/Bürgisser über die Steigerung der eigenen Stromproduktion im Kanton Freiburg. Um dies zu erreichen, werden die Stromversorgungsunternehmen die Aufgabe haben, einen immer grösseren Teil an grünem Strom im Kanton zu produzieren oder einzukaufen. Bis 2015 könnte ein Viertel des Verbrauchs des Staats für seine eigenen Gebäude und Anstalten durch die Produktion von derartigem Strom gedeckt werden. Der Staatsrat beabsichtigt, ab 2010 nach diesem Programm vorzugehen.

Da der gesamte Stromverbrauch des Staats und seiner Anstalten pro Jahr etwa 35 Millionen Kilowattstunden (KWh) beträgt, sind die finanziellen Auswirkungen für den Staat relativ hoch. Angesichts der Realisierungskapazitäten und der Kosten der Energie, die in den künftigen, mit einem Label versehenen Produktionsanlagen produziert wird (Windkraft, photovoltaische Sonnenenergie, Biogas usw.), können die Ausgaben zur Deckung eines Viertels des Stromverbrauchs des Staats durch Jade-STAR-Strom oder Strom mit einem vergleichbaren Label auf etwa 2 Millionen Franken im Jahr 2015 geschätzt werden, wobei für das gesamte Programm über die nächsten fünf Jahre ein Betrag von 5,25 Millionen Franken vorzusehen ist.

Der neue Absatz 6 von Artikel 5 des Energiegesetzes wird gemäss Vorschlag als Gesetzesgrundlage für die obenstehenden Erwägungen dienen. Da auch die Gemeinden gemäss unserer Rechtsordnung hinsichtlich der Energienutzung mit gutem Vorbild vorangehen müssen,

meint der Staatsrat, dass auch sie sich diesem Programm zur Nutzung von «grünem» Strom anschliessen sollten, und wünscht, dass sie die gleichen Ziele und die gleiche Planung wie der Staat verfolgen.

4. MIT ETHANOL ANGETRIEBENE ÖFFENTLICHE VERKEHRSMITTEL

Die Motion von Grossrat Fasel verlangt, dass als Ersatz von Diesel Bioethanol benutzt werden soll (Alkohol aus Zuckerrüben, Weizen, Mais, Topinambur, Kartoffeln usw.). Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass die Verwendung von Ethanol für Treibstoffe gesetzlich nur gemischt mit Benzin bis zu einem Anteil von 5% erlaubt ist (Norm SN EN 228, Benzin₅). Dieser Sektor wird zurzeit in der Schweiz mit der Unterstützung der Ölfirmen und von Alcosuisse, einem Profitcenter der Eidgenössischen Alkoholverwaltung entwickelt.

Alcosuisse, das die Entwicklung auf dem Gebiet von Bioethanol leitet, wurde kontaktiert und hat zur Frage über die Benutzung von 10% Bioethanol für die öffentlichen Verkehrsmittel des Kantons Freiburg Stellung genommen. Folgende Abschnitte seines Berichts vom 30. November 2006 sind besonders erwähnenswert:

«Auch wenn Tests gezeigt haben, dass traditionelle Dieselmotoren ohne Änderung am Motor mit dieser Art von Brennstoff ohne grössere Probleme funktionieren, so geben die Konstrukteure keine Garantie für das reibungslose Funktionieren ihrer Motoren ab, da diese Mischungen die geltende Norm SN EN 590 über den Diesel nicht beachten. Für diesen Treibstoff existiert folglich noch keine anerkannte offizielle Norm.

Es scheint zwar, dass die Verwendung von Ethanol bei Dieselmotoren einen neuen Aufschwung erlebt, doch einfache Lösungen sind noch im Versuchsstadium.

Die Reduktion des Ausstosses von klassischen Schadstoffen und von Partikeln, die ursprünglich eine zusätzliche Motivation zur Entwicklung dieses Treibstoffes darstellte, verliert mit der Einführung von strengeren EURO-Normen und aufgrund der voraussichtlich generellen Einführung von Partikelfiltern je länger je mehr an Bedeutung.

Zusammenfassend bedeutet die zurzeit verfügbare Lösung, dass die Tankstellen die Anforderungen an ATEX-Zonen erfüllen (Zonen mit Explosionsrisiko). Die erforderlichen Anpassungen und die damit verbundenen Kosten variieren je nach Standort und können nicht allgemein geschätzt werden. Aufgrund dieser verschiedenen Darlegungen können wir Ihnen nicht empfehlen, heute in die Benutzung von Diesel₁₀ einzusteigen.

Es gibt aber auch keine Elemente, die eine rasche Nutzung der Variante Diesel₁₀ verbietet, falls Sie der Meinung sind, dass die Änderungen am Tanksystem realistisch sind und die Kosten für die Herstellung des Gemischs Diesel-Ethanol mit oder ohne Zusätze tragbar sind (Alcosuisse ist nicht ausgerüstet, um diese Art von Gemisch herzustellen), und falls für Sie eine Garantie der Konstrukteure nicht nötig ist.»

Gestützt auf diese Darlegungen und solange der Treibstoff Diesel₁₀ nicht normiert ist und die Hersteller kei-

ne Garantie für Motoren abgeben, die diesen Treibstoff benutzen, kann der Staat die Nutzung dieses Treibstoffes für die Fahrzeuge des öffentlichen Verkehrs nicht vorschreiben. Die Risiken sind zu gross und es ist nicht Sache dieses regionalen Wirtschaftszweigs, als Versuchsfeld für ein neues Produkt zu dienen.

Abgesehen davon muss die Herstellung von Brenn- und Treibstoffen aus organischen Substanzen ausschliesslich auf der Abfallverwertung beruhen. Aus ethischen Gründen will der Staatsrat nicht die Nutzung von Landwirtschaftsfläche zur Herstellung von Brenn- und Treibstoffen auf Kosten der Nahrungsmittelproduktion fördern.

Gemäss der Gesetzgebung muss der Staatsrat der erheblich erklärten Motion die entsprechende Folge geben (Art. 75 Abs. 1 des Grossratsgesetzes vom 2. September 2006/GRG). Gegebenenfalls kann er aber auch einen Gegenentwurf unterbreiten (Absatz 3 des gleichen Artikels).

Im vorliegenden Fall ist die Benutzung des in der Motion erwähnten Treibstoffs zurzeit mit Gefahren verbunden. Nach dem Wortlaut von Artikel 3 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) leitet der Staatsrat im Rahmen seiner Regierungstätigkeit die öffentlichen Angelegenheiten des Kantons indem er namentlich für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit sorgt (siehe Bst. d). Im vorliegenden Fall würden besonders die Interessen der Benutzer und der Bevölkerung im Allgemeinen wie auch die der Verkehrsunternehmen offensichtlich gefährdet werden, wenn man die Benutzung des erwähnten Treibstoffs gesetzlich vorschreiben würde.

Unter diesen Umständen (die zum Zeitpunkt der Besprechung der Motion im Grossen Rat nicht bekannt waren) haben diese Interessen zweifellos Vorrang vor den Interessen, die Grossrat Fasel vertritt. Deshalb schlägt der Staatsrat als eine Art Gegenentwurf vor, die Umsetzung dieses Teils der Motion nicht einfach fallen zu lassen, sondern eine Wiedererwägung vorzunehmen, sobald die Benutzung von Diesel₁₀ nach Meinung der Behörden genauso sicher ist wie die Benutzung von Benzin₅.

5. ANDERE ASPEKTE

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Er ist mit dem übergeordneten Recht, das heisst mit dem Europarecht, dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung, vereinbar. Er hat auch keine personellen Auswirkungen.

Da die vorgesehenen Ausgaben unter dem im Artikel 46 der Verfassung des Kantons Freiburg festgelegten Betrag liegen, untersteht das Gesetz keinem fakultativen Finanzreferendum. Der Entwurf muss dagegen gestützt auf Artikel 141 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates verabschiedet werden.

Wir laden Sie ein, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

Loi

du

modifiant la loi sur l'énergie

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 29 septembre 2009;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 9 juin 2000 sur l'énergie (RSF 770.1) est modifiée comme il suit:

Art. 5 al. 4, 5 et 6 (nouveaux)

⁴ Pour tous leurs nouveaux bâtiments construits à compter de l'entrée en vigueur de la présente disposition, l'Etat et les communes utilisent des moyens de production de chaleur destinée au chauffage et à l'eau chaude sanitaire neutres du point de vue des émissions de CO₂.

⁵ Si le recours à une production de chaleur neutre en CO₂ n'est techniquement, économiquement ou écologiquement pas possible, une compensation équivalente doit être effectuée prioritairement par l'assainissement de la production de chaleur d'un bâtiment existant consommant une énergie fossile ou par des mesures visant à réduire d'autant les besoins de chaleur sur un ou des bâtiments existants.

⁶ Pour leurs propres besoins en électricité, les bâtiments de l'Etat et des communes sont progressivement alimentés par les entreprises d'approvisionnement en électricité au moyen de courant vert labellisé «Naturemade star», ou équivalent, produit dans le canton.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Gesetz

vom

zur Änderung des Energiegesetzes

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 29. September 2009;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Energiegesetz vom 9. Juni 2000 (SGF 770.1) wird wie folgt geändert:

Art. 5 Abs. 4, 5 und 6 (neu)

⁴ Für alle ihre neuen Gebäude, die nach Inkrafttreten dieser Bestimmung gebaut werden, benutzen der Staat und die Gemeinden CO₂-neutrale Mittel zur Wärmeproduktion für Heizung und Warmwasser.

⁵ Falls eine CO₂-neutrale Wärmeproduktion technisch, wirtschaftlich oder ökologisch nicht möglich ist, muss eine gleichwertige Kompensation vorgenommen werden. Diese besteht vorrangig in der Sanierung der Wärmeproduktion eines bestehenden Gebäudes, das eine fossile Energiequelle benutzt, oder in Massnahmen zur Reduktion des Wärmebedarfs eines oder mehrerer Gebäude.

⁶ Für ihren eigenen Elektrizitätsverbrauch werden die Gebäude des Staats und der Gemeinden von den Elektrizitätsversorgungsunternehmen schrittweise mit grünem Strom versorgt, der im Kanton produziert wird und das Label Naturemade Star oder ein gleichwertiges Label trägt.

Art. 2

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.